



COUR DES
COMPTES
EUROPÉENNE

FR

Discours

Strasbourg, le 4 octobre 2017

Discours de M. Klaus-Heiner Lehne, Président de la Cour des comptes européenne

Présentation du rapport annuel 2016 de la Cour des comptes européenne
au Parlement européen réuni en session plénière

Seule la version prononcée fait foi.

ECA Press

Mark Rogerson – Porte-parole

T: (+352) 4398 47063

M: (+352) 691 55 30 63

Damijan Fišer – Attaché de presse

T: (+352) 4398 45410

M: (+352) 621 55 22 24

12, rue Alcide De Gasperi - L-1615 Luxembourg

E: press@eca.europa.eu @EUAuditors

Youtube: [EUAuditors](https://www.youtube.com/EUAuditors)

eca.europa.eu

Monsieur le Président,
Monsieur le Commissaire,
Mesdames et Messieurs les Membres du Parlement européen,

La Cour des comptes européenne célèbre cette année son 40^e anniversaire. Comme les débats qui ont eu lieu cette semaine dans cette enceinte l'attestent, l'environnement politique, financier et économique de l'Union européenne a considérablement **changé** au cours de ces quatre décennies.

Et les derniers défis en date ont entamé la confiance des citoyens dans les institutions européennes et nationales. Nous, qui travaillons au sein de ces institutions, nous devons réagir et répondre aux attentes, chacun dans notre sphère de responsabilité. À cet égard, j'ai le plaisir de vous annoncer de **bonnes nouvelles**.

Nous estimons que les comptes de l'UE pour 2016 présentent une image fidèle de la situation. Nous les avons approuvés, comme nous l'avons fait chaque année depuis 2007. En 2016, les recettes étaient exemptes d'erreurs significatives. Mais surtout, le niveau d'erreur estimatif pour les paiements effectués sur le budget de l'UE **ne cesse de s'améliorer**. La moitié environ des dépenses de l'UE que nous avons contrôlées en 2016 se situait **en deçà** du seuil de signification de 2 %.

De ce fait, nous avons émis une **opinion favorable avec réserve** concernant les paiements de 2016, plutôt qu'une opinion défavorable. Il s'agit de notre **première** opinion avec réserve depuis que nous avons commencé à fournir une déclaration d'assurance, en 1994, et elle témoigne d'une **amélioration remarquable** des dépenses de l'UE.

Si j'entre quelque peu dans le détail, le niveau d'erreur global pour les dépenses de 2016 a été estimé à **3,1 %**, contre 3,8 % pour celles de 2015 et 4,4 % pour celles de 2014.

Les «paiements fondés sur des droits», versés lorsque des conditions spécifiques sont remplies, constituent environ 49 % des dépenses de l'UE et présentent des niveaux d'erreur **inférieurs** à 2 %. Ces paiements comprennent les aides directes aux agriculteurs, les bourses pour étudiants et chercheurs ainsi que les frais de personnel.

Nous avons cependant constaté que des niveaux d'erreur **plus élevés** affectaient les «paiements fondés sur le remboursement de coûts», qui servent à rembourser des frais éligibles supportés.

Si les actions menées par les États membres et la Commission ont permis de réduire le niveau d'erreur estimatif, nous avons relevé qu'ils disposaient d'informations suffisantes pour prévenir, ou détecter et corriger, **davantage encore** de nombreuses erreurs. En d'autres termes, nous estimons qu'il n'est pas nécessaire de procéder à des contrôles supplémentaires, mais que les contrôles **existants** doivent être correctement appliqués.

J'adresse toutefois une mise en garde: le montant total des paiements que l'UE s'est engagée à effectuer sur les futurs budgets était plus élevé que jamais en 2016, puisqu'il a atteint 238,8 milliards d'euros. **Éliminer cet arriéré** et éviter d'en créer un autre devraient figurer parmi les priorités définies dans la perspective de la planification des dépenses de l'UE pour l'après-2020.

Il est important que les citoyens de l'Union sachent que l'argent public est dépensé à bon droit.

Mais il y a un autre point tout aussi essentiel, voire plus encore: les gens veulent savoir **à quoi leur argent a servi**. Était-il pertinent de construire une route ou un aéroport à tel ou tel endroit? La création d'emplois et la croissance ont-elles été à la hauteur des attentes? Pour répondre à ces questions, nous mettons de plus en plus l'accent sur la **performance**.

Dans bon nombre de domaines du budget de l'UE, les systèmes de contrôle destinés à prévenir ou à corriger et détecter les erreurs se sont améliorés ces dernières années. Ils nous offrent l'occasion d'affûter notre vision de la **déclaration d'assurance**, et nous pensons pouvoir, à l'avenir, **nous appuyer davantage sur ces systèmes** pour évaluer la régularité des dépenses. Nous serons ainsi en mesure de fournir au Parlement et au Conseil des informations plus pertinentes et plus fiables dans le cadre du contrôle du budget de l'UE.

Mesdames et Messieurs,

Au cours des prochaines décennies, nous continuerons à être les gardiens des finances de l'UE et des intérêts des citoyens. Nous resterons cette **voix indépendante** qui soulignera ce qui va bien, mais qui n'hésitera pas à dénoncer les dysfonctionnements. Dans un monde caractérisé par la désinformation et la manipulation des données, la Cour des comptes européenne continuera de fournir des informations fiables et impartiales.

Faisons en sorte tous ensemble, à chaque étape du cycle législatif et budgétaire, que **l'UE puisse être efficiente sur les questions auxquelles les citoyens attachent de l'importance**.

Je vous remercie de votre attention.